

Communiqué de Christel Keiser et Charles Allain, candidats du POID.

Le résultat du premier tour de l'élection législative dans la 7^e circonscription de Seine-Saint-Denis confirme, en les accentuant, les caractéristiques des résultats nationaux. 58 % des électeurs de notre circonscription ont, par l'abstention, le vote blanc ou nul refusé de participer au vote.

Ce rejet dépasse les 70 % et même frôle la barre des 75 % dans les bureaux de vote de Lafargue et Romain Rolland à Montreuil. Plus de sept électeurs sur dix, l'électorat ouvrier et populaire a dit clairement : cette élection est illégitime. Le rejet est général.

Éliminé dès le premier tour, le député sortant Razzy Hammadi perd la moitié des voix obtenues par Benoit Hamon à la présidentielle (3 127 voix perdues sur 6 428). Arrivée en tête, la candidate de la République en marche, Halima Menhoudj perd 40 % des voix obtenues par Macron le 23 avril (5 368 voix perdues sur 13 631). Arrivé en deuxième position Alexis Corbière perd les deux tiers des voix de Mélenchon à la présidentielle (14 872 voix perdues sur 22 093).

Dans ce dernier cas, le candidat de la France insoumise, qui s'était présenté comme s'il était en terre conquise, paie le prix de la politique de division menée avec arrogance par son mouvement. La campagne de son parti n'a pas convaincu. Reconnaisant la légitimité de Macron comme président, se proposant pour être son Premier ministre dans le cadre d'une cohabitation, appelant à faire de l'Assemblée nationale fantoche de la 5^e République un cadre de résistance substitué aux grèves et aux manifestations, Mélenchon a dérouté une large fraction de ses électeurs qui avaient pris au sérieux son appel à en finir avec la 5^e République et à élire une Assemblée constituante.

Par leur abstention massive, les travailleurs et les jeunes de Bagnolet et Montreuil, comme ceux de tout le pays, ont exprimé leur conviction qu'il n'y a aucun enjeu à cette élection. C'est un fait : sous la V^e République, l'Assemblée nationale a comme seul pouvoir d'enregistrer et d'accompagner les décisions du président. C'est un fait : contre ce gouvernement ultra réactionnaire qui veut tout détruire, seule la lutte de classe unie permettra de sauver le Code du travail, la Sécurité sociale et les droits ouvriers et de mettre en échec la tentative d'inscrire dans la Constitution l'état d'urgence permanent.

Le deuxième tour de l'élection législative se présente dans une certaine confusion. Halima Menhoudj, adjointe au maire de Montreuil, fait partie de la majorité municipale. Alexis Corbière, candidat de La France insoumise, a pour soutien d'autres adjoints au maire de Montreuil, membres de la même majorité municipale. Le 15 mars dernier, tous ont voté le même budget municipal, anti ouvrier et anti populaire.

Il ne fait pas de doute que le large mouvement d'abstention et de rejet s'exprimera à nouveau au second tour frappant d'illégitimité l'Assemblée issue du scrutin. Pour autant nous ne mettons pas sur le même plan la candidate qui veut voter la destruction du Code du travail et de la Sécurité sociale préparée par Macron et celui qui déclare s'y opposer. Du point de vue des intérêts ouvriers et populaires, même si cela ne changera pas la situation d'ensemble, il est préférable que Mme Menhoudj soit battue. Mais, répétons-le, l'essentiel est ailleurs : dans le combat pour forger l'unité ouvrière pour bloquer et défaire ce gouvernement illégitime et sa politique.

Notre candidature posait au centre la nécessité de construire un parti ouvrier indépendant démocratique pour aider la classe ouvrière à combattre. 136 électeurs, dans ce mouvement général de rejet, ont tenu, en votant pour nous, à exprimer leur accord.

Au-delà de ces élections, dans cet extraordinaire phase de décomposition et de confusion qui s'ouvre, une discussion est nécessaire et nous souhaitons la mener avec l'ensemble des travailleurs et militants, quels que soient leur vote et leur sympathie pour le PS, le PC, le PG, La France insoumise :

- La classe ouvrière ne peut renoncer à agir et combattre. De quels instruments a-t-elle besoin ?
- Faut-il des syndicats ?
- Faut-il un parti ?
- Faut-il un parti ouvrier ?

Discutons-en pour préparer les combats futurs.